

Brochure n° 3351

Convention collective nationale  
IDCC : 2691. – **ENSEIGNEMENT PRIVÉ HORS CONTRAT**

---

AVENANT N° 27 DU 23 JUIN 2014  
RELATIF À LA MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 4.4.1  
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1450975M  
IDCC : 2691

---

Entre :

La FNEP,

D'une part, et

La FEP CFDT ;

Le SNPEFP CGT ;

Le SNEPL CFTC ;

Le SYNEP CFE-CGC ;

La FNEC FP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'alinéa 2 de l'article 4.4.1 de la convention collective nationale de l'enseignement privé hors contrat du 27 novembre 2007 est supprimé et remplacé comme suit :

« 2. La proposition et/ou la rédaction de sujets, la correction des évaluations écrites selon l'usage dans l'établissement et dans le cadre de l'activité de l'enseignant concerné ainsi que les évaluations orales lorsque celles-ci viennent remplacer les évaluations écrites et sauf disproportion manifeste avec ses activités d'enseignement sur la période considérée ; ».

**Article 2**

L'alinéa 8 de l'article 4.4.1 de la convention collective nationale de l'enseignement privé hors contrat du 27 novembre 2007 est supprimé et remplacé comme suit :

« 8. La participation aux jurys internes de délibération visant l'obtention du titre ou diplôme préparé, à l'exclusion des jurys de sélection des candidats à l'admission dans l'établissement, ainsi que les surveillances et la participation aux examens d'Etat si cette participation est acceptée par l'établissement.

Ces missions devant découler directement des enseignements assurés durant l'année, ne sont pas concernées les participations aux éventuelles sessions de rattrapage.

Dans le cas d'une récupération d'heures de cours, celles-ci seront rémunérées en plus au taux normal ; ».

### **Article 3**

#### *Dépôt*

Le texte du présent avenant est déposé à la direction générale du travail (DGT) conformément à l'article D. 2231-3 du code du travail.

### **Article 4**

#### *Extension*

Les signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension au ministre chargé du travail.

### **Article 5**

#### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre suivant la publication de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 23 juin 2014.

(Suivent les signatures.)